

Précarité et luttes sociales

Définir la pauvreté et les moyens pour y mettre fin avec les personnes qui la vivent. Deux dispositifs de construction des savoirs du vécu.

Robert Lowe¹, Agathe Osinski², Francisco Quiazua¹

¹ATD Quart Monde, ²Université Paris Nanterre

Introduction

« Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde », tel est le premier des Objectifs de Développement Durable que l'Organisation des Nations Unies s'est donné d'ici 2030. Malgré des développements technologiques et économiques sans précédent, une grande partie de l'humanité souffre encore des violences de la pauvreté (ONU, 2019). Malgré l'action d'une multitude d'organisations, la multiplication de programmes locaux, nationaux, internationaux, la pauvreté continue d'être « l'un des principaux problèmes sociaux persistants et non résolus » (Brady et Burton, 2016, p. 1).

Une des causes de notre échec collectif à mettre fin à la pauvreté est sans doute à trouver dans ce lien direct entre la manière dont on définit ce qu'elle est et le type d'actions que l'on met en place pour y répondre.

Ainsi, la définir comme l'incapacité à obtenir le minimum nécessaire à l'existence physique de base, la pauvreté dite absolue (Greve, 2016), va mener à l'établissement de seuils, indicateurs ou mesures de pauvreté en dessous desquels une personne est considérée en situation de pauvreté (Banque mondiale, 2020). En fonction de ces indicateurs, différents programmes caritatifs ou mesures d'urgence gouvernementales sont mis en place (Laffut et Roy, 2007) pour répondre ici à l'insécurité alimentaire, là au démantèlement de camps de misère, ailleurs à la protection des enfants en les retirant de leurs familles pour les protéger de la pauvreté (ATD Quart Monde, 2021).

Sous l'impulsion des luttes des mouvements populaires, la réduction aux seules conditions physiques d'existence de cette conception de la pauvreté a été complétée par les dimensions sociales, économiques et juridiques de pauvreté relative à une société

(Harrington, 1967 ; Townsend, 1979). Des formes de pauvreté qui ne seraient pas fruits d'une punition divine, du hasard ou de la fatalité, mais bien d'une organisation sociale et économique accordant en excès à certaines et certains ce qu'elle refuse en nécessaire aux autres. Par là, la pauvreté devient une situation multidimensionnelle et l'effet direct de violations de droits humains (Commission des Droits Humains de l'ONU, 2012).

C'est ainsi que différentes institutions nationales (Wresinski, 1987) ou internationales (Commission des Droits Humains de l'ONU, 2012) ont adopté comme cadre des définitions de la pauvreté celle de Joseph Wresinski: *« l'absence d'une ou plusieurs des sécurités permettant aux personnes et familles d'assumer leurs responsabilités élémentaires et de jouir de leurs droits fondamentaux. L'insécurité qui en résulte peut être plus ou moins grave et définitive. Elle conduit le plus souvent à la grande pauvreté quand elle affecte plusieurs domaines de l'existence, qu'elle tend à se prolonger dans le temps et devient persistante, qu'elle compromet gravement les chances de reconquérir ses droits et de réassumer ses responsabilités par soi-même dans un avenir prévisible »* (Wresinski, 1987, p. 6).

Cette intégration de l'approche par les droits humains et de la nature multidimensionnelle de la pauvreté permet de mettre en garde contre des solutions magiques qui peuvent se retourner en bout de ligne contre les personnes notamment parce qu'elles sont définies et décidées seulement par des experts (Salatkjel et Malmberg-Heimonen, 2020), ce qui ne permet pas de saisir certaines dimensions, par exemple émotionnelles, symboliques et relationnelles de la pauvreté que des personnes qui la vivent ont pu identifier (Walker, 2020).

Ce constat a conduit à une plus grande reconnaissance de la valeur ajoutée et du besoin de participation directe des personnes ayant l'expérience de la pauvreté pour mieux comprendre et identifier les solutions les plus durables, équitables et efficaces contre la pauvreté (Dufour et Gélinau, 2012; Quart Monde-Université, 1999; Pine et de Souza, 2013).

Le droit à la participation des personnes premières concernées est déjà reconnu dans de nombreux pactes et déclarations internationaux tels que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (ONU, 1966a), le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (ONU, 1966b), la Convention relative aux droits de l'enfant (ONU, 1989), la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et la Déclaration du millénaire.

Les Principes Directeurs Extrême Pauvreté et Droits de l'Homme (Commission des Droits Humains de l'ONU, 2012) adoptés à l'unanimité par le Conseil des Droits Humains des Nations Unies, affirment ainsi que, pour éliminer la pauvreté dans le monde partout et sous

toutes ses formes, il est nécessaire d'« assurer la participation active, libre, informée et significative des personnes vivant la pauvreté à chaque étape de la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des décisions et politiques publiques qui les concernent » (p.9).

Avec d'autres, le Mouvement international ATD Quart Monde mène ce combat pour que la manière dont on interroge, comprend, décide et agit sur la pauvreté soit pensée à partir et avec les personnes qui la vivent. Pour y parvenir, différentes actions de recherche ont été expérimentées autant aux niveaux national et international avec les démarches de croisements de savoirs et des pratiques avec des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale (ATD Quart Monde, 2006; De Laat et al., 2014; Osinski, 2021), au niveau local avec les Universités Populaires Quart Monde (Leblanc, René et Boyer, 2013; Tardieu, 2012) et au niveau de l'élaboration des politiques publiques que nous présentons lors de cette communication.

Le mouvement international ATD Quart Monde

Fondé en 1957 par Joseph Wresinski et des familles d'un bidonville en périphérie parisienne, le mouvement international Agir Toutes et tous pour la Dignité Quart Monde est aujourd'hui présent dans plus de 30 pays et rassemble des personnes qui s'engagent pour mettre fin à la grande pauvreté et pour construire une société plus juste qui respecte les droits fondamentaux et l'égale dignité de chacun et chacune.

Présent depuis 40 ans au Canada, le Mouvement ATD Quart Monde œuvre à la construction d'une société qui reconnaît le courage et la capacité d'action des personnes en situation de grande pauvreté et les considère en véritables partenaires d'analyse et d'action pour éliminer la pauvreté, notamment à travers les démarches de croisement des savoirs et des pratiques avec des personnes en situation de pauvreté.

Les démarches de croisement des savoirs et des pratiques avec des personnes en situation de pauvreté

Le mode d'action privilégié par ce mouvement international repose sur « la production de connaissances sur la grande pauvreté à partir du savoir des personnes concernées », fruit du travail conjugué des personnes ayant une expérience de pauvreté qui « développent un savoir expérientiel et politique sur la pauvreté dans des espaces de débat » et des personnes qui s'allient à leur combat en allant « à la rencontre des personnes en situation de pauvreté sur le long terme pour découvrir les réalités de vie » (Roy, 2022, p.126).

Le travail d'ATD Quart Monde est ainsi de trouver, à partir et avec les personnes qui vivent la pauvreté, « les connaissances dont ont besoin les personnes les plus pauvres et exclues, les connaissances dont ont besoin les équipes d'action et les connaissances dont ont besoin nos sociétés nationales et les communautés internationales pour combattre efficacement la pauvreté et l'exclusion » (De Laat et al., 2014, p. 71).

Héritant des traditions de l'éducation populaire et de la remise en question des institutions universitaires comme seules détentrices et autorités du savoir, les actions d'ATD Quart Monde visent à opérer « un renversement dans la production de savoirs dans la mesure où les personnes qui vivent la grande pauvreté sont à la source de cette production » (Tardieu, 2012, p.103).

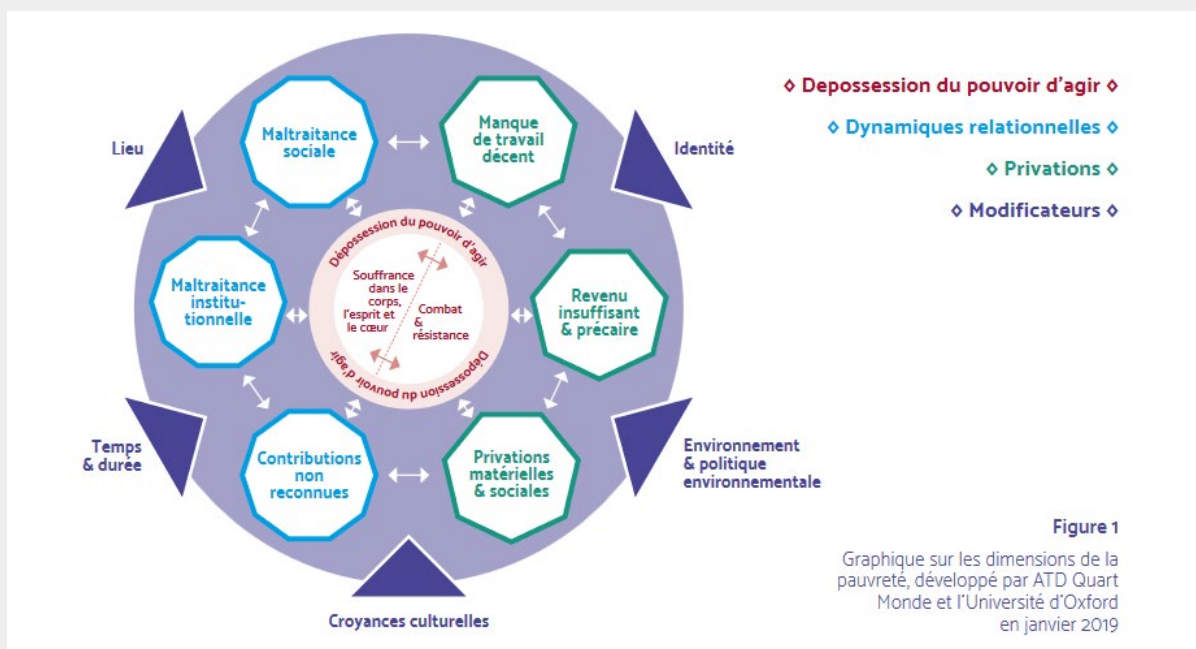
Les objectifs des démarches du croisement des savoirs développés par le Mouvement ATD Quart Monde sont d'« éradiquer la pauvreté à travers l'inclusion des personnes en situation de pauvreté dans la conception de la recherche avec les praticiens et les chercheurs universitaires » par un processus transformant les « relations de pouvoir existant entre les participants pour permettre aux savoirs de chacune de ces trois sources (expérience, action, théorique) d'être construits et croisés pour obtenir un portrait plus complet de la pauvreté, de ses causes et de ses conséquences » (Osinski, 2021, p. 9).

Ces démarches visent ainsi « la reconnaissance du savoir des personnes des milieux défavorisés et la prise en compte de ce savoir dans les politiques de lutte contre la pauvreté et les pratiques professionnelles en découlant » (Longtin, 2010, p.31).

La recherche internationale sur les dimensions cachées de la pauvreté

Entre 2017 et 2019, une telle démarche a été mise en place dans 6 pays au niveau international (Bolivie, Tanzanie, Bangladesh, France, Royaume-Uni, États-Unis), en partenariat avec une équipe de recherche de l'Université d'Oxford et soutenu par la Banque Mondiale pour identifier les dimensions cachées de la pauvreté (Bray, De Laat, Godinot, Ugarte et Walker, 2019) en impliquant, à chaque étape de la recherche, depuis la conception du projet, dans la collecte et l'analyse des données et jusque dans la rédaction du rapport final, des personnes confrontées à la pauvreté.

En associant les personnes qui combattent la pauvreté au quotidien pour s'en libérer et en libérer leurs familles et communautés, cette démarche de recherche s'est enrichie de compréhensions, de connaissances et de savoirs issus directement de l'expérience et du vécu de pauvreté.



Ainsi, aux éléments traditionnellement associés à la pauvreté — manque de travail décent, revenu insuffisant et précaire, privations matérielles et sociales —, les personnes co-chercheuses confrontées à la pauvreté ont ajouté les dimensions sociales et institutionnelles souvent invisibilisées, mais constantes dans l'expérience de la pauvreté.

Par exemple les dimensions de maltraitance institutionnelle liée à l'incapacité des institutions, par leurs actions ou leur inaction, à répondre de manière appropriée et respectueuse aux besoins et à la situation des personnes, qui les conduit à les ignorer, les humilier et à leur nuire, ou encore la dimension des contributions non reconnues qui met au jour le constat que les connaissances et les compétences des personnes vivant dans la pauvreté sont rarement vues, reconnues ou valorisées et qu'au contraire, elles sont souvent présumées, à tort, incompetentes.

Surtout, les personnes co-chercheuses ayant un vécu de pauvreté ont eu un rôle essentiel dans l'identification de trois dimensions centrales dans l'expérience de la pauvreté : la dépossession du pouvoir d'agir, la souffrance dans le corps, l'esprit et le cœur et le combat et la résistance.

Elles ont défini la dépossession du pouvoir d'agir comme « le manque de contrôle sur sa vie et la dépendance vis-à-vis des autres, qui résulte d'un éventail de choix très restreint » (p. 13). Elles ont présenté la dimension de souffrance dans le corps, l'esprit et le cœur ainsi : « Vivre dans la pauvreté, c'est vivre des souffrances physiques, mentales et émotionnelles

intenses, accompagnées d'un sentiment d'impuissance à y faire quoi que ce soit » (p.14). Elles ont expliqué la dimension de combat et résistance : « Il y a un combat continu pour survivre, qui comprend la résistance et la lutte contre les effets des nombreuses formes de souffrance causées par la pauvreté » (p. 16).

Ce travail a aussi permis de contribuer à l'identification d'éléments qui modifient le vécu de la pauvreté, comme ceux liés aux croyances culturelles, aux identités et oppressions multiples, ou encore aux éléments liés à la durée de la pauvreté et aux inégalités régionales (p.30-35).

Ce travail nous permet de comprendre que seule la prise en compte de toutes les dimensions de la pauvreté permet de dépasser les mesures d'urgence ou solutions temporaires pour pouvoir définitivement y mettre fin. Surtout, il nous rappelle la nécessité de construire des cadres à partir et avec les personnes qui la combattent au quotidien pour se libérer, libérer leurs familles et, finalement, libérer définitivement nos sociétés des violences de la pauvreté.

Dans cette perspective, les membres du Mouvement ATD Quart Monde au Québec se sont appropriés les résultats de ce travail international pour construire un cadre d'analyse et d'action des systèmes de protection sociale québécois qui prendrait en compte l'ensemble de ces dimensions dans le cadre du cycle de l'Université populaire Quart Monde de l'hiver 2024 *Réformer l'aide sociale avec les dimensions cachées de la pauvreté* alors que le ministère de la Solidarité sociale annonçait un projet de réforme de l'aide sociale au Québec.

Les universités populaires Quart Monde

Les universités populaires Quart Monde sont une des actions du mouvement ATD Quart Monde. Elles se situent dans les traditions d'éducation populaire et des universités populaires en Europe, mais en effectuant une rupture autant avec les institutions universitaires comme seules détentrices et autorités du savoir qu'avec le schéma présent dans les autres universités populaires d'une transmission des savoirs de la personne savante vers la personne ignorante.

Au contraire, Tardieu (2012) constate que « l'université populaire Quart Monde opère un renversement dans la production de savoirs dans la mesure où les personnes qui vivent la grande pauvreté sont à la source de cette production » (p.103). L'objectif des universités populaires Quart est d'être :

« Un lieu d’enseignement où les personnes en situation de pauvreté peuvent développer leurs capacités d’analyse et leurs connaissances, bâtir et transmettre leur savoir. Elle permet de plus à toute personne qui ne vit pas dans la grande pauvreté d’apprendre à lutter contre cette pauvreté, avec ceux et celles qui la vivent, devenant ainsi un outil pertinent à la lutte à la pauvreté, au Québec ou ailleurs en Occident. » (Leblanc, René et Boyer, 2013, p.8)

Au Québec, ATD Quart Monde organise depuis 2008 entre 3 et 4 fois par an une université populaire Quart monde autour de sujets variés en lien avec l’expérience de la pauvreté, tels que les préjugés envers les personnes en situation de pauvreté, l’accès aux soins, le bonheur, la télévision, le logement, ou la réussite scolaire.

Le cycle de l’université populaire Quart Monde de l’hiver 2024 : réformer l’aide sociale avec les dimensions cachées de la pauvreté

Au cours de ce cycle de l’université populaire Quart Monde, après s’être approprié les différentes dimensions du travail international, les personnes participantes ont construit ensemble les leviers d’action qui permettraient de répondre et lutter contre chacune de ces 9 dimensions de la pauvreté.

Pour les 3 dimensions au cœur de l’expérience de la pauvreté — Dépossession du pouvoir d’agir, Souffrance dans le corps, l’esprit et le cœur, Combat et résistance —, elles ont ainsi opposé les leviers d’action « Assurer et garantir les droits et respecter la dignité », « Droit au beau, au plaisir et au bonheur » et « Combattre et résister ensemble ».

Une personne participante expliquait ainsi le levier « Assurer et garantir les droits et respecter la dignité » qui s’opposait à la dimension « Dépossession du pouvoir d’agir » : *« Axer les programmes sur ce que les gens rêvent de faire. Dans le passé, on a manqué de rêve. On ne pouvait pas faire ce qu’on voulait. On a fait ce qui s’est présenté. Ça serait bien que les programmes permettent que les gens fassent ce qu’ils aiment faire et que ce soit fait avec dignité et avec un salaire décent et des diplômes aussi ».*

Une autre présentait le levier « Droit au beau, au plaisir et au bonheur » en opposition à la dimension « Souffrance dans le corps, l’esprit et le cœur » : *« C’est important de reconnaître toutes les formes de savoir, les savoir-être, les savoir-faire, c’est hyper important. C’est une richesse! Pour moi ça signifie l’inclusion et ça apporte le bonheur: il y a moins de discrimination d’être considérée comme un être humain dans la dignité ».*

Une troisième présentait le levier « Combat et résistance ensemble » en réponse à la dimension « Combat et résistance » : *« Moi je dis, et ça me tient à cœur, nous sommes la solution ! Nous faisons partie, nous sommes au cœur de cette solution-là et c'est à nous de faire valoir nos idées, notre savoir à la ministre de l'Aide sociale. Et si on se met toutes ensemble, on va réussir. Mais ça prend la détermination, ça prend la volonté et ça prend notre dignité au cœur de tout ça. »*

Élaborer les politiques publiques en associant les personnes confrontées à la pauvreté : l'outil Inclusif et Délibératif d'Élaboration et d'Évaluation des Politiques (IDEEP)

Dans le cadre d'un partenariat entre le Mouvement international ATD Quart Monde et le Rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme (2024), Olivier De Schutter, un outil a été conçu à la suite du travail international sur les dimensions cachées de la pauvreté pour soutenir les décideurs et porteurs de projets dans l'intégration de personnes en situation de pauvreté à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des projets ou des politiques.

Cet outil, conçu comme un guide pratique afin d'opérationnaliser les dimensions cachées de la pauvreté, a été développé sur base de trois études de cas qui ont permis d'identifier des applications concrètes des dimensions et les conséquences potentiellement contreproductives de l'action publique construite sur une définition trop étroite de la pauvreté.

L'outil décrit les conditions nécessaires pour améliorer l'égalité entre les participants, instaurer la confiance et garantir la participation effective de tous les individus et groupes à différentes étapes de l'élaboration et l'évaluation de politiques publiques et/ou de projets de développement.

Il propose une méthode de travail itérative et fondée sur la délibération entre personnes expertes, décideuses politiques, praticiennes et personnes en situation de pauvreté concernées par la politique ou le projet.

Le rapport présentant l'outil décline les neuf dimensions « cachées » de la pauvreté en questions opérationnalisables. La dimension de la « dépossession du pouvoir d'agir », qui est au cœur de l'expérience de la pauvreté et qui a été travaillée lors du cycle de l'université populaire Quart Monde, se décline à travers les questions suivantes :

- Cette politique (ou ce projet) renforce-t-elle le pouvoir d’agir des personnes en situation de pauvreté, leur permettant de participer pleinement à la société ? Si oui, par quel moyen se pouvoir d’agir se voit-il renforcé ?
- Dans quelle mesure cette politique (ou ce projet) contribue-t-elle à réduire la dépendance à l’égard des autres ? De quelle manière ? Cette politique dépend-elle de la générosité et de la bonne volonté des financeurs et des contributeurs (fondée sur la charité) ? Dans quelle mesure se fondent-t-elles sur des droits garantis et inscrits dans la législation ?
- Dans quelle mesure cette politique élargit-elle les choix ouverts aux personnes en situation de pauvreté ? Quelles sont les nouvelles options qui s’offrent à elles grâce à cette politique (ou grâce à ce projet) ?
- Dans quelle mesure cette politique (ou ce projet) permet-elle aux personnes en situation de pauvreté de renforcer le contrôle sur leurs propres vies ?
- Pour la dimension « Souffrance dans le corps, le cœur et l’esprit », l’outil propose les questions d’évaluations suivantes :
- Quels sont les impacts physiques, mentaux et émotionnels possibles de la politique (ou du projet) sur les personnes en situation de pauvreté ?
- La politique (le projet) réduit-elle les souffrances physiques, mentales et émotionnelles des personnes vivant dans la pauvreté ? Dans quelle mesure améliore-t-elle le bien-être de ses bénéficiaires en termes de logement, d’alimentation et d’accès aux soins de santé ?
- Dans quelle mesure la politique réduit-elle l’isolement, le stress et la honte dont souffrent les personnes en situation de pauvreté ?

Pour la dimension « Combat et résistance », il propose les questions d’évaluation suivantes :

- Dans quelle mesure la politique réduit-elle le besoin de lutter ?
- Comment la politique interagit-elle avec les formes de résistance qui permettent aux personnes en situation de pauvreté de contrer les différentes formes d’abus ?

Chacune des questions d’évaluation a vocation à être déclinée, à son tour, en indicateurs permettant aux équipes d’élaboration ou d’évaluation (composées de personnes expertes, décideuses politiques, praticiennes et personnes en situation de pauvreté) de prendre en compte l’impact attendu ou actuel de la politique (ou du projet) sur ces dimensions, d’approfondir leur compréhension de ces impacts et de délibérer en vue d’une décision sur les suites de la politique ou du projet.

Initialement publié en 2024, l'outil IDEEP présenté lors de cette communication sera affiné et amélioré à la suite d'une phase de tests dans un ou plusieurs pays.

Liste de références

- ATD Quart Monde (2006). *Charte du Croisement des savoirs et des pratiques avec des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale*. Disponible en ligne à : <https://www.atd-quartmonde.fr/wp-content/uploads/2008/05/Charte-du-Croisement-des-savoirs-ATD-Quart-Monde.pdf>
- ATD Quart Monde (2020). *Réussir la protection de la jeunesse avec les familles vulnérables*. Mémoire déposé dans le cadre de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse. Disponible en ligne à <https://www.atdquartmonde.ca/blog/2021/02/01/reussir-la-protection-de-la-jeunesse-avec-les-familles-vulnerables/>
- ATD Quart Monde et Rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme (2024). *Saisir et combattre les dimensions cachées de la pauvreté avec l'Outil Inclusif et Délibératif d'Élaboration et d'Évaluation des politiques (IDEEP)*. Disponible en ligne à <https://www.atd-quartmonde.org/wp-content/uploads/2024/11/2024-04-IDEEP-fr.pdf>
- Banque Mondiale. (2020). *Reversals of fortune. Poverty and shared prosperity 2020*. Disponible en ligne à <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/611fc6f2-140b-551e-9371-468eec64c552/content>.
- Brady, D. et Burton, L.M. (2016). *The Oxford Handbook of the social science of poverty*. Oxford University Press.
- Bray, R., De Laat, M., Godinot, X., Ugarte, A. et Walker, R. (2019). *Les dimensions cachées de la pauvreté*, Montreuil, Éditions Quart Monde. En ligne à <https://www.atd-quartmonde.org/wp-content/uploads/2019/12/Dimensions-cach%C3%A9es-de-la-pauvret%C3%A9-9-12-2019.pdf>
- Commission des Droits Humains de l'ONU. (2012). *Principes Directeurs Extrême Pauvreté et Droits de l'Homme*. Disponible en ligne à <https://www.undocs.org/fr/A/HRC/21/39>.
- De Laat, M., Boyer, S., Hudon, C., Goulet, É. & Loignon, C. (2014). Le croisement des savoirs et des pratiques avec des personnes en situation de pauvreté. Une condition nécessaire pour une société du savoir inclusive. *Globe*, 17(2), p. 69–91. <https://doi.org/10.7202/1036238ar>
- Dufour, É. et Gélinau, L. (2012). La recherche-action participative, une voix/voie pour la conscientisation ? Dans G. Ampleman, L. Denis, et J.-Y. Desgagnés, (dir.), *Théorie et pratique de conscientisation au Québec* (p. 167-191). Presses de l'Université du Québec
- Greve, B. (dir.). (2016). *Routledge International Handbook of Poverty*. Routledge.
- Harrington, M. (1967). *L'autre Amérique : la pauvreté aux États-Unis*. Gallimard.
- Laffut, M. et Roy, M.R. (2007). *Pauvreté et exclusion sociale : Partages d'expériences entre Wallonie et Québec*. De Boeck.

- Leblanc, M.-A., René, J.-F., Boyer, S. (2013). *Croiser les savoirs pour mieux combattre la pauvreté : une enquête participative avec l'Université populaire Quart Monde (UPQM)*. En ligne à : https://sac.uqam.ca/upload/files/Croiser_les_savoirs2.pdf
- Longtin, D. (2010). *Revue de la littérature : la recherche-action participative, le croisement des savoirs et des pratiques et les incubateurs technologiques de coopératives populaires*. Cahiers du CRISES, collection Études théoriques, ET1102, 80 p. Disponible en ligne à <https://depot.erudit.org/id/003714dd>
- Organisation des Nations Unies. (1966a). *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*. Disponible en ligne à <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/international-covenant-civil-and-political-rights>
- Organisation des Nations Unies. (1966b). *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*. Disponible en ligne à <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/international-covenant-civil-and-political-rights>
- Organisation des Nations Unies. (1989). *Convention relative aux droits de l'enfant*. Disponible en ligne à <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/convention-rights-child>
- Organisation des Nations Unies. (2019). *Rapport sur les objectifs de développement durable 2019*. Disponible en ligne à https://digitallibrary.un.org/record/3812145/files/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2019_French.pdf.
- Osinski, A. (2021). From Consultation to Coproduction: A Comparison of Participation in Poverty Research. *Journal of Participatory Research Methods*, 2(1). <https://doi.org/10.35844/001c.18875>
- Pine, A. M. et de Souza, R. (2013). Including the voices of communities in food insecurity research: An empowerment-based agenda for food scholarship. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 3(4), 71-79. Disponible en ligne à <http://dx.doi.org/10.5304/jafscd.2013.034.007>.
- Quart Monde-Université (1999). *Le croisement des savoirs. Quand le Quart Monde et l'Université pensent ensemble*. Éditions Quart Monde.
- Roy, A. (2022). La reconfiguration des rapports de pouvoir épistémique au cœur des processus d'apprentissage de la démocratie communicative. *Participations*, 33, p. 123-150. <https://doi.org/10.3917/parti.033.0123>
- Tardieu, G. (2012). *L'Université populaire Quart Monde : la construction du savoir émancipatoire*. Paris : Presses universitaires de Paris Ouest.
- Saltkjel, T. et Malmberg-Heimonen, I. (2020). Absolute or relative? Definitions and the different understandings of poverty. Dans B. Greve (dir.), *Routledge International Handbook of Poverty* (p.24-32). Routledge.
- Townsend, P. (1979). *Poverty in the United Kingdom*. Penguin.
- Walker, R. (2020). Multidimensional poverty: whose poverty is it? Dans B. Greve (dir.), *Routledge International Handbook of Poverty* (p.33-48). Routledge.
- Wresinski, J. (1987). Grande pauvreté et précarité économique et sociale. Rapport présenté au nom du Conseil Économique et Social. Disponible en ligne à <https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Rapports/1987/Rapport-WRESINSKI.pdf>

Mobilisation des savoirs d'expériences des personnes en situation de pauvreté : développement d'une intervention visant à lutter contre les préjugés

Jacob Castonguay¹, Max Dufaud¹, Maryline Côté¹

¹Chaire de recherche UQAM sur la réduction des inégalités sociales de santé

Nous avons eu le privilège de représenter la Chaire de recherche UQAM sur la réduction des inégalités sociales de santé (Chaire RISS) au Colloque international. La Chaire RISS a comme objectif de lutter contre la pauvreté en déployant des dispositifs et des pratiques inclusives par le croisement des savoirs expérientiels, scientifiques et professionnels. Nos recherches visent à faciliter le changement social en développant le pouvoir d'agir des personnes en situation de pauvreté et en influençant les politiques publiques.

Notre présentation, comme le reste des activités de la Chaire RISS, est le fruit d'une collaboration entre des universitaires et des personnes en situation de pauvreté : l'atelier était animé par un trio formé de deux étudiants et d'une citoyenne en situation de pauvreté impliquée à la Chaire comme paire-chercheuse dans de multiples projets et comme membre du comité de gouvernance. Notre objectif était de présenter l'approche qui prévaut à la Chaire RISS en termes de valorisation des savoirs expérientiels détenus par les personnes en situation de pauvreté. Nous avons illustré cette approche à travers le développement de *Vers une société plus juste*, une intervention visant à sensibiliser le public aux réalités encourues par les prestataires de l'aide financière de dernier recours (une aide parfois désignée avec les termes « assistance sociale » ou « aide sociale »). Dans le présent texte, nous décrirons brièvement *Vers une société plus juste* (contexte, objectifs, fondements théoriques, modalités d'intervention), après quoi nous montrerons en quoi la conception de cette intervention reflète les éléments clés de la Chaire RISS en termes de valorisation des savoirs expérientiels détenus par les personnes en situation de pauvreté.

Vers une société plus juste

Les politiques québécoises d'aide financière de dernier recours n'octroient pas à leurs prestataires un revenu suffisant pour se hisser hors de la pauvreté. Cet état de fait serait attribuable au moins en partie aux préjugés ciblant les prestataires (Samson, 2021). En effet, ces personnes figurent parmi les groupes les plus stigmatisés de notre société (Landry et al., 2021), et la recherche en science politique a montré que les groupes sociaux négativement perçus font généralement l'objet de politiques publiques particulièrement

punitives et restrictives (Schneider et Ingram, 2019). Les préjugés envers les prestataires de l'aide financière de dernier recours sont donc à voir comme un obstacle à l'adoption de politiques publiques plus redistributrices.

C'est dans ce contexte que la Chaire RISS a développé *Vers une société plus juste*. L'intervention est basée principalement sur le contact intergroupe, l'une des stratégies de réduction des préjugés les plus efficaces recensées par la littérature scientifique (Hsieh et al., 2022). En effet, il a été montré que le simple fait d'être en contact avec des personnes issues de groupes différents du sien, et de vivre avec ces personnes des expériences sociales valorisées ou agréables (discussion, activité collaborative, etc.), contribue à réduire les préjugés (Dovidio et al., 2017).

À l'image des autres projets de la Chaire RISS, *Vers une société plus juste* repose sur la participation citoyenne et le savoir expérientiel des personnes en situation de pauvreté. L'intervention prend la forme d'ateliers où des personnes prestataires de l'aide financière de dernier recours échangent sur leur réalité avec les participant-e-s. Les prestataires qui collaborent à l'intervention sont appelé-es des « livres vivants » : elles et ils ont accepté de livrer un témoignage sur un « chapitre » de leur vie aux participant-e-s. Ces ateliers de livres vivants sont utilisés avec succès à travers le monde afin de réduire les préjugés envers différents groupes (Orosz et al., 2017). Ils constituent une application pratique de la stratégie du contact intergroupe (Bagci et Blazhenkova, 2020).

La conception de *Vers une société plus juste* à travers les cinq éléments clés de la Chaire RISS

La reconnaissance de la valeur des savoirs expérientiels des personnes en situation de pauvreté est une question primordiale pour les membres de notre équipe. Notre approche en la matière peut être résumée à travers 5 concepts : l'écoute, le partage du pouvoir, la force du groupe, l'accompagnement individuel et la valorisation des forces des membres de l'équipe. Après avoir expliqué le sens que nous accordons à ces concepts en lien avec les savoirs expérientiels, nous les illustrerons avec le développement de *Vers une société plus juste*.

1. L'écoute

La notion d'écoute, dans le contexte de la valorisation des savoirs expérientiels des personnes en situation de pauvreté, renvoie pour nous à l'importance que chacun-e se soit réellement entendu-e et que tous les membres du groupe se sentent assez en confiance et en sécurité pour s'exprimer. L'écoute a joué un rôle dès la genèse de *Vers une société plus*

juste. En effet, l'objectif de lutter contre les préjugés envers les prestataires de l'aide de dernier recours a été adopté parce que ces préjugés sont une préoccupation majeure exprimée par les membres de notre équipe qui vivent en situation de défavorisation socioéconomique. Une fois le projet de recherche lancé, l'écoute est restée au cœur des préoccupations. Les rencontres d'équipe durant lesquelles l'intervention a été conçue débutaient toujours avec la création d'un espace sécuritaire, c'est-à-dire un moment où les personnes présentes formulaient collectivement les valeurs ou les règles (respect, ouverture, patience, etc.) qui allaient régir les échanges. Cette étape nous apparaissait nécessaire dans la mesure où les préjugés peuvent être un sujet très souffrant et qu'il fallait donc, selon nous, porter une attention particulière à ce que chacun·e se sente en sécurité de prendre la parole.

2. Le partage du pouvoir

La Chaire RISS est soucieuse d'offrir aux personnes en situation de pauvreté une implication qui va plus loin que la simple participation symbolique. Il importe que les citoyen·ne·s qui composent notre équipe exercent un réel pouvoir sur nos activités. En ce sens, nous privilégions la prise de décision par consensus et nous impliquons les pair·es-chercheur·es à l'ensemble des étapes des projets de recherche par le biais de rencontres d'équipes. À titre d'exemple, *Vers une société plus juste* est le fruit de 24 rencontres de travail collaboratif étalées sur presque deux ans. C'était durant ces réunions que se prenaient les décisions sur le contenu de l'intervention. Les personnes en situation de pauvreté qui composent l'équipe ont donc eu un pouvoir décisionnel sur l'atelier, qui s'est étendu sur l'ensemble de sa conception.

3. La force du groupe

Miser sur la force du groupe dans un contexte de valorisation des savoirs expérientiels renvoie pour nous à deux significations. La première est que dans la mesure du possible, les savoirs expérientiels au sein d'une équipe de travail doivent être portés non pas par un seul individu, mais par au moins quelques personnes. En effet, intégrer une équipe de recherche peut être intimidant pour des citoyen·ne·s en situation de pauvreté, qui ne sont pas toujours familières avec les processus et le langage académiques. Or, si les personnes se sentent trop intimidées, elles risquent de se censurer et d'éviter de contredire les autres membres de l'équipe. Cela limite grandement leur participation au projet de recherche. Pour ces raisons, la Chaire RISS se donne le devoir de mettre en confiance les citoyen·ne·s qui collaborent avec elle. Cela peut se faire notamment en misant sur la force du groupe : une personne en situation de pauvreté hésitera moins à s'affirmer au sein d'une équipe et à

exprimer ses idées si d'autres personnes vivant la même situation sont assises autour de la table. C'est pourquoi l'équipe ayant développé *Vers une société plus juste* comportait 5 personnes en situation de défavorisation socioéconomique. Depuis, l'intervention a été finalisée et elle a commencé à être répétée à travers le Québec. Là encore, nous misons sur la force du groupe en assurant qu'au moins 3 livres vivants soient présent·es à chaque atelier.

La force du groupe renvoie aussi à l'importance de développer des opportunités de mentorat entre les citoyen·ne·s en situation de pauvreté qui composent nos équipes de travail. La Chaire RISS regroupe des personnes détenant un degré d'expérience varié en militance et en participation à la recherche, si bien que les individus qui amorcent leur parcours d'implication citoyenne ont beaucoup à apprendre des membres qui cumulent plusieurs années en la matière. À cet égard, l'équipe ayant conçu *Vers une société plus juste* comportait un pair-chercheur ayant déjà agi à titre de livre vivant dans des ateliers de réduction des préjugés sur la maladie mentale. Cela lui a permis de grandement contribuer à la formation des livres vivants dans notre propre intervention.

4. L'accompagnement individuel

La notion d'accompagnement individuel se rapporte au fait d'offrir à chaque membre de l'équipe un soutien aussi bien logistique qu'émotionnel. Les personnes en situation de pauvreté font face à d'importantes barrières réduisant leur participation à la recherche – l'incapacité d'acheter du matériel informatique peut par exemple empêcher de participer à des rencontres virtuelles. De telles difficultés peuvent être amoindries, notamment à travers le prêt de matériel. Le soutien émotionnel est aussi crucial : les projets de la Chaire RISS abordent souvent des questions souffrantes pour les personnes en situation de pauvreté (privations, déceptions, injustices, etc.), et il nous importe d'accompagner émotionnellement les membres de notre équipe afin d'éviter que leur participation ne leur cause de la détresse. Lors de la conception de *Vers une société plus juste*, les livres vivants étaient amené·es à réfléchir sur leur expérience en tant que prestataires de l'aide de dernier recours, afin de constituer le témoignage qui allait être partagé lors des ateliers. Cette expérience a été valorisante, mais parfois très exigeante, notamment parce que les souvenirs racontés étaient durs à revivre. Nous avons ainsi dû organiser des rencontres individuelles supplémentaires afin de continuer à travailler les témoignages d'une manière qui respectait les limites des prestataires. Plusieurs livres vivants nous ont confié qu'elles et ils n'auraient pas pu mener à terme leur implication au sein du projet si nous n'avions pas offert ce soutien intensif.

5. La valorisation des forces des membres de l'équipe

Les personnes en situation de pauvreté qui intègrent l'équipe de la Chaire RISS amènent avec elle toutes les compétences et connaissances qu'elles ont développées au cours de leur vie, et nous cherchons le plus possible à mettre ces forces en valeur. Rappelons à cet égard que l'un des pair-es-chercheur-es ayant développé *Vers une société plus juste* avait préalablement accumulé de l'expérience à titre de livre vivant dans le cadre d'un atelier sur la santé mentale. C'est ce même pair-chercheur qui a proposé que la Chaire RISS instaure elle-même un atelier de livres vivants afin de réduire les préjugés ciblant les prestataires de l'aide de dernier recours. En d'autres termes, *Vers une société plus juste* n'aurait peut-être jamais vu le jour sans la contribution de ce membre de notre équipe. Cet exemple illustre pour nous comment il importe de valoriser non seulement les savoirs expérientiels des personnes en situation de pauvreté, mais aussi leurs compétences et leurs connaissances.

La notion de valorisation des forces des membres de l'équipe se comprend aussi sur le long terme. La Chaire RISS, rappelons-le, a pour objectif de développer le pouvoir d'agir des personnes en situation de pauvreté. Nous cherchons donc autant que possible à fournir à nos membres des occasions d'acquérir de nouvelles expériences et compétences. Plusieurs personnes en situation de pauvreté commencent par s'impliquer à la Chaire d'une manière plus périphérique, mais finissent éventuellement par occuper de plus en plus de responsabilités dans l'organisation. Nous avons d'ailleurs la fierté d'affirmer que certaines personnes ayant agi à titre de livres vivants pour *Vers une société plus juste* sont par la suite devenues paires-chercheuses dans d'autres projets de recherche de la Chaire RISS. Dans un même ordre d'idée, la première brigade de livres vivants — celle qui a été formée il y a quelques années — contribue maintenant à la formation des futurs groupes de prestataires bénévoles qui seront bientôt déployés à travers le Québec.

La mise en place de l'intervention *Vers une société plus juste* illustre l'engagement de la Chaire RISS envers la reconnaissance et la valorisation des savoirs expérientiels des personnes en situation de pauvreté. En intégrant ces savoirs à toutes les étapes du projet, nous avons démontré qu'une approche fondée sur l'écoute, le partage du pouvoir, la force du groupe, l'accompagnement individuel et la valorisation des forces de chacun-e permet de créer des interventions plus justes et adaptées aux réalités vécues. Cette démarche témoigne du potentiel du croisement des savoirs pour lutter contre les inégalités sociales de santé et favoriser une transformation sociale durable. Alors que *Vers une société plus juste* est déployée à travers le Québec, nous espérons que cette intervention contribuera à un changement de regard sur les personnes prestataires de l'aide financière de dernier

recours et, ultimement, à une évolution des politiques publiques vers une société plus inclusive et équitable.

Liste de références

- Bagci, S. C., et Blazhenkova, O. (2020). Unjudge Someone : Human Library as a Tool to Reduce Prejudice toward Stigmatized Group Members. *Basic and Applied Social Psychology*, 42(6), 413-431. <https://doi.org/10.1080/01973533.2020.1792298>
- Dovidio, J. F., Love, A., Schellhaas, F. M. H., & Hewstone, M. (2017). Reducing intergroup bias through intergroup contact : Twenty years of progress and future directions. *Group Processes & Intergroup Relations*, 20(5), 606-620. <https://doi.org/10.1177/1368430217712052>
- Hsieh, W., Faulkner, N., & Wickes, R. (2022). What reduces prejudice in the real world? A meta-analysis of prejudice reduction field experiments. *British Journal of Social Psychology*, 61(3), 689-710. <https://doi.org/10.1111/bjso.12509>
- Lam, G. Y. H., Wong, H. T., & Zhang, M. (2023). A Systematic Narrative Review of Implementation, Processes, and Outcomes of Human Library. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 20(3), Article 3. <https://doi.org/10.3390/ijerph20032485>
- Landry N., Blanchet A., Rocheleau S., et al. (2021). Représentations médiatiques et opinion publique de l'assistance sociale au Québec. *Nouvelles pratiques sociales*, 32(1), 84-112.
- Orosz, G., Bánki, E., Bóthe, B., Tóth-Király, I., & Tropp, L. R. (2016). Don't judge a living book by its cover : Effectiveness of the living library intervention in reducing prejudice toward Roma and LGBT people. *Journal of Applied Social Psychology*, 46(9), 510-517. <https://doi.org/10.1111/jasp.12379>
- Samson E. (2021). Les préjugés : un obstacle majeur à la lutte contre la pauvreté. Avis pour en comprendre la nature, les sources, les effets, et pour développer des indicateurs de mesure. Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE).
- Schneider A., et Ingram, H. (2019). Social Constructions, Anticipatory Feedback Strategies, and Deceptive Public Policy. *Policy Studies Journal*, 47(2), 206-236.